



Conseil municipal du 20 novembre 2014

Vœu contre TAFTA

Présentation du vœu par Romain Zavallone pour le groupe EELV au nom de la majorité municipale

Monsieur le premier adjoint,

Chères et chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Le 8 juillet 2013, l'Union Européenne et les Etats-Unis ont entamé des négociations en vue de conclure un accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)

Derrière cette appellation opaque plus connue sous le nom de TAFTA se cache bien plus qu'un simple arrangement bilatéral sur les tarifs douaniers. Il prévoit en effet une « harmonisation » de toutes les législations entre les parties.

En clair ce sont toutes nos normes, lois et réglementations au service de la qualité et contre les dérives industrielles qui sont remises en question.

Notre modèle culturel, social et sociétale est souvent jugé outre-Atlantique trop contraignant et couteux. Il s'agit bien d'un pacte de libéralisation extrême du marché international par lequel les pleins pouvoirs seront donnés aux grandes firmes industrielles.

Nous ne pourrons plus, dans le cadre de son application, interdire : la culture d'OGM en plein champ et leur distribution dans le commerce, l'exploitation des huiles et gaz de schistes par fracturation hydraulique, les viandes hormonées ou chlorées, la modification chimique du vin (pour ne citer que ces exemples marquants) ; sans risquer d'être poursuivis par des tribunaux extra-judiciaires privés, tenus par des firmes multinationales et condamnés par ceux-ci à payer d'insupportables amendes pour dommages et intérêts!

Le soutien public aux circuits-courts, aux entreprises locales, à l'économie sociale et solidaire, à l'agriculture non productiviste, aux énergies renouvelables et au développement durable de nos territoires pourrait se voir accuser d'atteinte à la libre concurrence.

Mais au-delà des biens matériels, cet accord met également en danger les droits d'auteurs, brevets, propriétés intellectuelles, informations personnelles et libertés individuelles.

Les Etats se verraient ainsi privés de leur pouvoir législatif et réglementaire pour se livrer pieds et poings liés à la seule logique de la rentabilité des marchés mondiaux.

Après l'échec depuis 1995 de toute tentative d'accord international de libéralisation des échanges, cet accord, négocié dans la plus grande opacité au niveau européen, est une nouvelle charge des lobbys, aussi éloignés de nos logiques territoriales que de l'intérêt des leurs populations. Un accord similaire se prépare également dans des conditions et avec des conséquences identiques entre l'Union Européenne et le Canada (le CETA) et risque d'ouvrir discrètement la brèche pour son grand frère TAFTA.

Nous sommes aujourd'hui toutes et tous concernés et menacés par ces accords, dont on imagine encore mal toutes les conséquences.

Ainsi, cher-e-s collègues, je vous demande d'approuver ce vœu anti TAFTA et de rejoindre par ce fait les régions Ile-de-France, PACA, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Auvergne, Franche-Comté, Limousin et les villes de Paris, Villejuif,

Villeneuve-Saint-Georges, Montreuil (pour ne citer que les plus proches de nous)

Et de :

- Demander l'arrêt des négociations en vue de l'accord de partenariat transatlantique TTIP/TAFTA ainsi que le rejet du projet d'accord UE/Canada CETA
- Demander la diffusion publique de l'ensemble des textes relatifs aux négociations du TTIP/TAFTA
- Refuser toute tentative d'affaiblissement du cadre législatif et réglementaire national ou européen en matière sociale, économique, sanitaire, culturelle, environnementale et de défense des services publics
- Et de déclarer la Ville d'Ivry « zone hors TTIP/TAFTA » et s'associer à la mobilisation du collectif national Stop TAFTA.

Je vous remercie de votre attention.